

# *l'école*

démocratique

Publication trimestrielle pour l'Appel pour une école démocratique (Aped) • N°27, septembre 2006 • 2 euro

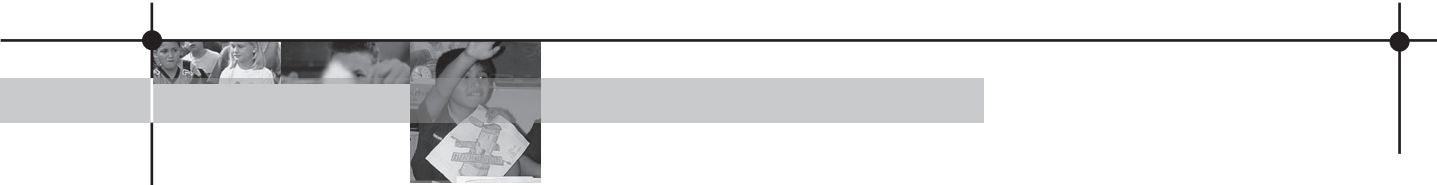
*vers l'école commune / 10 points*



*Vers l'école commune*

*Liège / 14 octobre 2006*

*Cuba: pâques 2007*



# l'école

## démOcratique

Avenue des Volontaires 103, Bte 6  
B-1160 Bruxelles

Tél.: +32 (02) 735 21 29

Courriel: [aped@ecoledemocratique.org](mailto:aped@ecoledemocratique.org)

Site: [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)

Une publication trimestrielle de l'Appel  
pour une école démocratique (Aped).

Existe également en néerlandais.

Comité de rédaction: Tino Delabie, Nico

Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs, Philippe

Schmetz, Hugo Van Droogenbroek.

Maquette et mise en page: jean-marie gilson

### Abonnements

**Abonnement simple:** 8 euro

**Abonnement + affiliation:** 10 euro  
(ou plus, selon vos moyens).

### Mode de paiement

**Belgique:** virement bancaire au compte  
000-0572257-54 de l'Aped.

**France:** nous envoyer un chèque  
au nom de Nico Hirtt.

### Articles

Les articles ou propositions d'articles  
doivent nous parvenir sur disquette ou par  
e-mail, de préférence au format MS-Word  
(Mac ou Pc) ou Claris Works. A défaut,  
utiliser le format «texte». Le Comité  
de rédaction se réserve le droit d'abrégier  
les articles, d'y apporter des corrections  
mineures et d'en modifier les titres  
et intertitres.

### Droit de copier

Les textes publiés ici peuvent être librement  
diffusés et reproduits par quelque moyen  
que ce soit. Nous vous prions cependant  
d'en mentionner clairement l'origine  
et d'indiquer au moins un moyen de  
contacter l'Aped (adresse, téléphone ou  
e-mail). Merci de nous faire parvenir un  
exemplaire de toute publication reprenant ou  
citant des extraits de l'École Démocratique.



**L'Aped** se bat afin que tous les jeunes  
accèdent par un enseignement public,  
gratuit et obligatoire, aux savoirs qui  
donnent force pour comprendre le monde  
et pour participer à sa transformation.  
Une farde de présentation de l'Aped,  
comprenant notre texte de base,  
est disponible sur simple demande.

# ÉDITORIAL

*Ce numéro est principalement constitué de notre « Programme pour l'enseignement obligatoire ». Comment, pensez-vous peut-être, le Contrat pour l'École commence à peine à se mettre en place et l'Aped propose déjà une nouvelle réforme ? Nous avons dit par ailleurs ce que nous pensions de ce Contrat. Nous avons beaucoup critiqué notre système éducatif. Pas à la légère, mais sur base de constats difficilement contestables. En nous basant sur les données de la fameuse enquête PISA, nous avons analysé certaines causes majeures de ce que nous appelons « la catastrophe scolaire belge ». Et certaines comparaisons internationales parlent d'elles-mêmes. Les pistes paraissent évidentes. Mais voilà, parler d'un allongement du tronc commun ou fustiger le quasi marché scolaire, ce n'est pas encore faire des propositions concrètes. On nous le reprochait parfois. « Que proposez-vous à la fin ? ». « Si vous étiez Ministre de l'Éducation, quelle réforme mettriez-vous réellement en place ? »*

*Alors, nous avons voulu relever le défi. Imaginer le système de nos rêves. Celui qui apporterait vraiment à tous les connaissances et les compétences nécessaires pour comprendre et agir sur le monde. Mais nous avons voulu que ce rêve tienne la route. Nous estimons en effet qu'il est réalisable. Oh, nous ne sommes pas de doux illuminés. Nous savons bien que ce ne sera pas pour la prochaine rentrée. Notre proposition bouscule tellement de choses institutionnalisées que nous savons qu'il faudra du temps pour commencer à l'envisager. Mais nous savons aussi que si le débat ne s'enclenche pas, cela ne se fera jamais. Or, la situation est telle qu'on ne peut pas se permettre de contempler les dégâts sans rien proposer. Nos analyses montrent d'une part à quel point la situation est grave, mais d'autre part qu'elle n'est pas inéluctable. Notre responsabilité consiste donc à lancer le débat. C'est ici notre objectif. Ce « programme » est le fruit d'un long travail. En tout, on peut dire que plusieurs dizaines de personnes ont participé aux réunions d'élaboration du texte. Mais plusieurs dizaines de personnes, ce n'est pas l'ensemble des membres et sympathisants de l'Aped, loin s'en faut. C'est pourquoi nous attendons avec intérêt vos remarques, critiques ou encouragements. Ce programme n'est pas figé pour l'éternité. Il évoluera au gré des débats que nous ne manquerons pas de mettre sur pied dans les mois qui viennent. Nous voulons également le confronter aux syndicalistes, aux parents et aux élèves. Alors, n'hésitez pas à le diffuser au maximum autour de vous, notamment chez vos collègues, et à susciter les réactions. Nous les attendons impatientement.*

**Jean-Pierre Kerckhofs**

# *vers l'école commune*

## *programme en 10 points*

**«Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas.**

**C'est parce que nous n'osons pas qu'elles semblent difficiles.»**

**Sénèque**

## **vers l'école commune**

**Programme pour un enseignement démocratique en Belgique - Aped, 2006**

### **avant-propos**

L'APED vient de fêter ses dix ans d'existence. Dix années à dénoncer, entre autres, la catastrophe scolaire belge : une inégalité record, causée principalement par un cruel manque de moyens dans le fondamental, une sélection précoce en filières hiérarchisées et un système d'enseignement d'essence libérale (puisqu'fondé sur la double liberté de l'offre et de la demande et sur le dogme de la concurrence).

Si nous sommes largement reconnus pour nos analyses critiques, nos interlocuteurs nous interrogent avec une insistance croissante : « Vous critiquez le système. Très bien. Mais que proposez-vous ? »

Le programme qui suit a pour ambition de répondre à cette question. Sans tabou. Au risque de « secouer le cocotier ». En effet, si l'on veut vraiment réduire la fracture scolaire et permettre à chaque jeune de s'approprier les savoirs et les compétences qui donnent force pour comprendre le monde et le rendre plus juste, alors il faudra bien ébranler quelques-unes des « contraintes historiques » de l'école belge.

Les grands axes de nos propositions sont indispensa-

bles et indissociables. Par contre, nous ne sommes ni exhaustifs ni omniscients dans le détail de leur mise en œuvre.

### **des constats qui heurtent de front notre vision de l'école**

A nos yeux, l'école obligatoire peut être un formidable levier pour comprendre le monde, pour le rendre plus juste, elle est un instrument d'émancipation collective. Il s'agit, comme disait Célestin Freinet d'« aider à la naissance d'un homme qui saura lutter pour une société dont la liberté, la justice, la fraternité et le travail désaliéné seront les fondements, une société d'où aura été bannie l'exploitation de l'homme par l'homme. »

L'école doit aussi être un lieu d'émancipation individuelle, d'éducation et de socialisation. Chaque enfant doit y développer ses talents tout en devenant un être social. Nous avons l'intime conviction que, mis à part le très faible pourcentage d'enfants souffrant de handicaps mentaux particuliers, tous sont capables d'accéder aux savoirs et aux compétences de l'enseignement général et polytechnique de base que nous prônons. Moyennant, bien sûr, une réforme progressive de l'école.

Tous capables, pas tous les mêmes, bien sûr.

Ce qui précède suppose que l'école respecte les droits de l'enfant, les droits de l'élève. Le droit d'apprendre, le droit aux explications, à l'aide, à l'écoute, mais aussi celui de vivre, de s'exprimer, de jouer, d'avoir du temps pour soi, sans être soumis à un stress permanent; le droit d'être assis sur des bancs confortables, dans des locaux agréables, d'avoir des repas convenables, etc.

L'école actuelle est loin d'atteindre tous ces objectifs. Non seulement, elle ne « sort » pas beaucoup de citoyens aptes à comprendre le monde et à s'y engager,

mais aussi, pire, c'est l'idée inverse qui s'y impose: les jeunes devraient, paraît-il, accepter le monde tel qu'il est et apprendre à s'y adapter. Accepter l'inégalité toujours plus scandaleuse entre une minorité de nantis et une majorité de populations réduites à survivre ? Accepter des conditions de travail de plus en plus dérégulées ? Accepter le saccage de l'environnement ? Tolérer l'intolérable ? A nos yeux, l'école ne peut être complice d'un tel désastre.

Si nous centrons notre attention sur les enfants des milieux populaires, force est de constater que l'inégalité sociale dont ils sont victimes se prolonge et se renforce à l'école. Dès l'enseignement maternel, il en est ainsi, dans chaque classe, entre les classes au sein d'un même établissement, ou encore entre différentes écoles. Dans le secondaire, la ségrégation est structurellement organisée et amplifiée par les filières (général, technique, professionnel). Cette injustice est renforcée par le libéralisme de notre système scolaire (son organisation en quasi-marché et la concurrence entre écoles et réseaux). En d'autres termes, ce sont les tares du capitalisme qui se voient appliquées et reproduites par l'école. Il y a aussi ces pratiques pédagogiques qui font la part belle à un rapport au savoir typique des classes sociales et/ou intellectuelles aisées. Et ce n'est pas tout : trop d'enfants d'origine populaire sont orientés vers l'enseignement spécial. On parle de surcroît de jeunes réputés « non scolarisables ». Ne jetons pas la pierre aux enseignants : ils sont trop peu nombreux et manquent de temps pour permettre à tous les jeunes de réussir et d'intégrer dans leur vie et leur pratique ce qu'ils ont appris à l'école.

Chez un nombre non négligeable d'enfants, l'échec scolaire ou le redoublement (ou la crainte de l'échec et du redoublement) provoquent une réelle souffrance. La pression de l'évaluation, la pression à la « réussite scolaire », est parfois excessive. Trop d'élèves viennent à l'école avec des pieds de plomb, s'interrogent sur le sens de ce qu'ils viennent y faire, manquent de « motivation ». La taille moyenne des établissements, en augmentation constante depuis vingt ans, n'arrange rien : les écoles-mammouths deviennent des écoles-casernes. Et les enseignants, particulièrement dans les écoles où se concentrent les difficultés, voient leur métier devenir de plus en plus pénible. Une lourdeur amplifiée par des programmes trop souvent incohérents, illisibles et -paradoxalement- peu ambitieux (surtout dans le qualifiant). Il n'est pas inutile de noter combien la souffrance des élèves participe de celle des professeurs ... et inversement.

Pour clore ce réquisitoire, soulignons le coût social - et financier - de tous ces jeunes qui décrochent d'un système scolaire aussi catastrophique !

Mais restons-en là des constats négatifs. D'autres publications de l'Aped les ont suffisamment analysés. Tâchons plutôt d'imaginer une autre école possible.

# *programme en 10 points*

## 1

### *Une école de base commune de 6 à 15 ans*

Après un enseignement maternel distinct, obligatoire à partir de 3 ans, avec des objectifs clairement définis - acquisition de la langue parlée, spatialisation et autonomie -, nous proposons une seule structure d'enseignement de base commune, de 6 à 15 ans. Donc, la rupture entre « primaire » et « secondaire » disparaît. Concrètement, cette réforme se matérialise par la redistribution des entités scolaires. Dans cette école commune, les enfants passent progressivement d'un instituteur unique à des maîtres spécialisés par branche. De 16 à 18/19 ans, les jeunes fréquentent des lycées préparatoires à l'enseignement supérieur ou des lycées qualifiants. Mais, dans tous les cas, un socle commun de formation générale y est organisé. Une formation générale exigeante, évaluée en termes d'acquis.

La mise en œuvre de l'école commune devra se réaliser progressivement, soit en dix ans. En effet, il est impossible de supprimer la sélection au début du secondaire du jour au lendemain : en l'état actuel, les écarts de niveaux au sortir du primaire sont trop importants. Par contre, dès maintenant, il faut renforcer la formation générale dans les premiers degrés de l'enseignement qualifiant. Enfin, précisons que l'école commune ne signifie évidemment pas la disparition d'un enseignement spécialisé pour les enfants et les jeunes souffrant de handicaps particuliers.

## 2

### *Une formation générale et polytechnique pour tous*

Nous voulons que tous atteignent les compétences et savoirs de base (math, lecture, langues étrangères), que tous acquièrent une culture commune de haut niveau (histoire, géographie, sciences, littérature, arts, philosophie, etc.), que tous soient initiés aux technologies de la production et de la vie quotidienne (TIC, santé, électricité domestique, agriculture, industrie...), que tous reçoivent une éducation physique et une formation sportive. Nous sommes attachés enfin à une découverte et à une valorisation de l'acte productif, pas seulement les divers métiers, mais aussi l'activité associative, le jardinage, etc. Bref, autre chose que regarder la télé.

Cette formation générale et polytechnique pour tous entre 6 et 15 ans implique bien l'abandon de toute spécialisation professionnelle avant l'âge de 16 ans.

## 3

***Une affectation des élèves aux écoles***

Pour éviter les écoles « ghettos », autrement dit pour garantir une mixité sociale dans chaque établissement, une école est attribuée à chaque élève dès la première année et pour une durée de 10 ans, sauf accident ou déménagement. Cette affectation se fait selon le domicile et le revenu. Ce système nécessite un découpage géographique du territoire en zones socialement mixtes. Jusqu'à une date avancée, les écoles doivent admettre en priorité les élèves qui leur sont affectés. En d'autres mots, jusqu'à cette date, on a la garantie d'avoir une place dans cet établissement. Le nombre de places dans chaque école est déterminé selon ses capacités d'accueil et ne peut être dépassé. Après la date butoir (du 15 août par exemple), les inscriptions redeviennent libres, mais selon la disponibilité de places. Ce système implique évidemment la suppression des examens de passage. Des dérogations motivées sont possibles, sur avis de l'équipe éducative de l'établissement et/ou du PMS.

## 4

***Une fusion des réseaux***

La mixité sociale et l'utilisation rationnelle des infrastructures ne pourront se faire vraiment qu'avec une fusion des réseaux. C'est la fonction même d'associations comme la nôtre de soulever ce genre de lièvre et d'oser fixer des objectifs que la majorité considère encore comme « tabous ». La fusion est le prix à payer si l'on veut réellement réduire l'inégalité sociale et créer une école démocratique. La suppression du caractère confessionnel nous semble également souhaitable pour éviter la montée des communautarismes religieux.

Alors, osons.

L'école commune sera celle d'un seul réseau, forcément public. Elle impliquera un immense chamboulement dans l'affectation des enseignants et des bâtiments scolaires. Toutes les structures actuelles se verront modifier, aucun établissement ne subsistant dans sa forme actuelle.

Les bâtiments du réseau libre, s'ils appartiennent à une asbl, seront mis sous statut public. Loués, les anciens contrats emphytéotiques seront reconduits au nom de l'État et aux mêmes conditions.

## 5

***Un encadrement suffisant pour zéro décrochage***

L'idée-clé : qu'un groupe/classe progresse ensemble, surtout dans les premières années de l'école commune. Les enfants sont 15 par classe dans les trois premières années (de 6 à 9 ans), maximum 20 au-delà de ces années primordiales. L'essentiel du travail se passe dans cette classe, mais il faut imaginer diverses stratégies pour soutenir les élèves qui en ont besoin, dès qu'ils en ont besoin : étude dirigée après les cours, rattrapage collectif et/ou individuel - peut-être dirigé par des enseignants spécialisés -, cours de langue accéléré pour les élèves issus de l'immigration, guidances individualisées, mise à disposition de tous les élèves d'un centre de documentation dans chaque école.

# 6

## *Une école ouverte*

Si nous voulons réconcilier les enfants des milieux populaires avec l'école, celle-ci doit devenir leur principal lieu de vie, où l'on prépare et partage des repas, des jeux, des soirées cinéma ou d'autres activités culturelles, sportives ou techniques. Certaines de ces activités doivent pouvoir se dérouler le soir, le week-end et pendant les congés. C'est là que s'exerce la citoyenneté : l'instruction et l'éducation sont intimement liées à la vie sociale et à la pratique productive. On y développe les valeurs de coopération, de solidarité, de créativité, l'amour des sciences, des techniques, des arts, de l'activité physique, de la nature, etc. L'école commune s'ouvre sur les autres lieux d'éducation : les associations citoyennes et culturelles, les mouvements de jeunesse, les clubs de sport, les festivités locales ... L'école peut s'ouvrir aussi à la participation des parents dans des projets. En effet, libérée de la logique concurrentielle liée au quasi-marché scolaire actuel, la relation parents-école n'est plus commerciale, mais citoyenne, bâtie sur une base démocratique autrement intéressante. Il va de soi que, si l'on ne veut pas qu'elle se réalise au détriment des apprentissages, l'école ouverte signifie passer plus de temps dans une école à taille plus humaine, bénéficiant d'un encadrement supplémentaire.

# 7

## *Retrouver un équilibre dans les pratiques*

Pour ce qui est des pratiques pédagogiques, nous voulons surtout éviter les écueils du dogmatisme (une seule méthode serait privilégiée) et du relativisme (toutes les méthodes se vaudraient). Nous préconisons une large autonomie pédagogique pour les enseignants, à condition que les objectifs d'apprentissage soient strictement définis et contrôlés.

Nous observons néanmoins que certaines pratiques « marchent » mieux que d'autres, permettent mieux d'atteindre les objectifs fixés, et/ou sont plus respectueuses du rapport au savoir des enfants d'origine populaire. Les sciences pédagogiques ont à cet égard une grande importance, comme la connaissance des différentes caractéristiques psychologiques des enfants. Il faut également privilégier les pédagogies qui donnent du sens aux apprentissages, celles qui assurent l'accès à la compréhension et pas uniquement à la mémorisation ou au savoir-faire. C'est sans doute en intégrant dans nos pratiques des approches variées que nous améliorerons notre enseignement sans tomber dans le piège des trajectoires individualisées.

Nous ne voulons pas imposer à toute force ces pratiques, mais bien les valoriser et les diffuser (sites internet, livres, formations). Faciliter et favoriser les échanges prend ici tout son sens, car trop d'enseignants réalisent les mêmes outils, emploient la même documentation chacun dans leur coin.

Nous n'insisterons jamais assez sur la nécessité d'une formation des enseignants - initiale et continuée - solide et en cohérence avec les quelques principes que nous venons d'énoncer.

# 8

## ***Des programmes rigoureux, lisibles et cohérents***

Les programmes devront exposer clairement et par le détail les connaissances, les savoir-faire, les attitudes et les niveaux de maîtrise attendus des élèves. Ils devront insister sur les savoirs-clés, ceux qu'il faut réactiver régulièrement. En appui des programmes, les enseignants doivent disposer gratuitement de manuels, référentiels, recueils de documents, matériel audio-visuel, logiciels, listes de sites internet ...  
Sans imposer de méthodes, les programmes pourront en recommander.

# 9

## ***Une évaluation centralisée pour mieux piloter l'école***

Notre système scolaire manque cruellement de données statistiques. Nous préconisons des épreuves centralisées régulières. Non pour juger les élèves (ces épreuves ne seraient pas certificatives) ou classer les écoles, mais pour évaluer et garantir les niveaux des acquis, les pratiques pédagogiques et le système dans son entièreté. L'analyse de ces données guiderait les établissements et les enseignants.

# 10

## ***Refinancer l'école à hauteur de 7% du PIB***

Pour financer notre projet, assurer une authentique gratuité de l'école et de ses activités annexes, il faudra que l'Etat consacre de nouveau 7% de son PIB à l'enseignement (comme à la fin des années '70). Sans doute plus durant la période de transition (10 ans), mais on pourra en récupérer progressivement une partie sur le coût de l'échec scolaire, des filières, des options et des réseaux, et grâce à une utilisation plus rationnelle des infrastructures.

Ce refinancement ne peut se faire que via une révision de la loi de financement des communautés ou via un retour de l'école dans le giron fédéral. Et certainement pas au détriment d'autres besoins de la société (notamment des autres services publics) et des revenus modestes. Une taxation plus adéquate des bénéfices des entreprises et du patrimoine des plus privilégiés d'entre les Belges devrait largement suffire.



## ***Deux mises au point***

Les dix points de ce programme constituent un tout indissociable, sans quoi le libéralisme scolaire et ses inégalités reviendraient en force.

L'école commune, ses épreuves centralisées et sa pédagogie de la réussite ne peuvent se mettre en place sans les préalables suivants : la fin de la concurrence entre écoles, la révision des programmes, l'injection de moyens et, surtout, la réduction des inégalités de résultats dans les premières années d'enseignement.

LIÈGE

# L'école démocratique, parlons-en!

12 ateliers organisés par  
l'Appel Pour une Ecole Démocratique (APED) à Liège



**samedi 14 octobre 2006  
de 13 à 18 heures**

**Où ?**

Rue Pierreuse, centre-ville, près de la Place St Lambert et de la gare du Palais (Barricade, Casa Nicaragua, Maison de quartier et Maison des Jeunes du Péri).

**Accueil**

à partir de 12 heures à la Casa Nicaragua, rue Pierreuse 23

**Sandwiches, tartes et boissons**

à prix démocratiques de 12 à 13 h. et de 15 à 16 h.

**La librairie Entre-temps**

sera ouverte.

**Participation aux frais**

500 € (étudiants : 300 €)

[www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)  
[aped@ecoledemocratique.org](mailto:aped@ecoledemocratique.org)

Éditeur responsable: P. Schmetz, 5 Thier de la Chartreuse - 4020 Liège - Exempt de timbre: Article 198

***Inégalités, marchandisation de l'école, misère du fondamental, intrusion publicitaire, contradictions du décret Missions, refinancement, citoyenneté, médias, immigration, dette du tiers-monde ...***

***Enseignants, les préoccupations progressistes de l'APED sont aussi les vôtres?***

***Etudiants du pédagogique ou enseignants débutants, vous voulez mieux comprendre les enjeux qui traversent l'école et la société ?***

***Cet après-midi vous est destiné!  
Une activité à vocation régionale, mais ouverte à tous (les deux promenades - Pierreuse et St Léonard - seront d'ailleurs bilingues).***

***Ateliers de quatre heures (de 13 à 15 heures et de 16 à 18 heures)***

***1/ Des inégalités sociales aux inégalités scolaires : que peut (ou que veut) l'école ?***

***Nico Hirtt et Anne-Sophie Lenoir, enseignants et militants APED***

Les origines sociales des enfants influencent leur parcours scolaire. D'abord un jeu pour s'en convaincre, le jeu du « mobile social ». Puis des clarifications à partir des réactions, questions et étonnements des participants. Enfin, une discussion, ou comment l'école peut-elle réduire, voire éliminer les inégalités ?

***2/ Eduquer à la citoyenneté. Quelle citoyenneté ?***

***Philippe Schmetz, enseignant et militant à l'APED, et Geoffrey Geuens, ULg, auteur de « Tous pouvoirs confondus »***

Critique de la citoyenneté « neutre » et distinction entre démocratie formelle et démocratie réelle. Comment développer une citoyenneté critique parmi nos élèves et étudiants ?

(Dossier pédagogique à disposition)

**Ateliers de deux heures, de 13 à 15 heures**

**3/ Enseigner et apprendre : missions impossibles ?**

**Jacques Cornet, sociologue, enseignant et militant à ChanGement pour l'Égalité (CGÉ)**

Ou comment l'école est traversée par des contradictions douloureuses. Une lecture du décret « Missions » suffit à s'en convaincre.

**4/ Education critique aux médias**

**Michel Collon, auteur**

De nouveaux exemples de manipulations médiatiques, par l'auteur d'« Attention médias ! », « Poker menteur » et « Monopoly ».

**5/ Refinancer l'enseignement est possible**

**Henri Houben, économiste, militant à ATTAC, Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens**

Et si un refinancement massif de l'école, comme des autres services publics, était possible ?

**6/ L'Annulation de la dette du tiers monde**

**Olivier Bonfond, économiste du CADTM, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde**

Diagnostic, débats actuels, pourquoi annuler la dette, alternatives ...

(Dossier pédagogique à disposition)

**7/ Promenade en Pierreuse**

**Didier Somzé, enseignant, habitant et militant de Pierreuse**

Un quartier populaire et convivial, théâtre d'actions collectives.

La présence d'un enseignant bilingue sera assurée.

**Ateliers de deux heures, de 16 à 18 heures**

**8/ Histoire de l'immigration dans notre pays**

**Anne Morelli, historienne, professeure à l'Université Libre de Bruxelles**

Comment exploiter la présence d'élèves d'origine étrangère pour rendre plus vivantes nos leçons, d'histoire, géographie...?

**9/ Enseignement fondamental : tous le CEB à 12 ans ?**

**Danièle Massoz, pédagogue**

Le Contrat pour l'École fixe à l'enseignement fondamental un objectif ambitieux : le certificat d'étude de base (CEB) pour tous à 12 ans. Oui mais ... et les moyens ?

**10/ La pub à l'école**

**Bernard Legros, enseignant, militant à Résistance à l'Agression Publicitaire (RAP) et à l'APED**

La pub à l'école, signe de marchandisation de l'enseignement, sa typologie, ses stratégies et les contre-stratégies.

**11/ « Le cartable de Big Brother »**

Au travers d'un document vidéo, la marchandisation de l'enseignement au niveau européen, sous les coups de boutoir du lobby industriel.

**12/ Promenade dans le quartier St Léonard.**

**Hubert Hellebouw et Eliane Rulmont, du centre culturel La Braise**

Le Nord de Liège, ses anciennes fabriques et son immigration. Commentaire bilingue.

## INSCRIPTION

Par mail: [lapanic@skynet.be](mailto:lapanic@skynet.be)

Sur le site: [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)

Par téléphone: 0474 31 85 25

Par courrier à l'aide du bulletin ci-dessous à:

APED c/o Annick Laplanche,

Rue du Général Modard 8

4000 Liège

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

.....

.....

Tél.: .....

E-mail: .....

École: .....

### **Je participe le 14 octobre 2006 à :**

#### **Un des ateliers de 4 heures :**

- Inégalités
- Citoyenneté

#### **De 13 à 15 h. :**

- Enseigner et apprendre : missions impossibles ?
- Médias
- Refinancement
- Dette du tiers-monde
- Promenade en Pierreuse

#### **De 16 à 18 h. :**

- Immigration
- Enseignement fondamental
- Pub à l'école
- « Le cartable de Big Brother »
- Promenade quartier St Léonard

Je verse 5,00 € / 3,00 € \* sur le compte 000-0572257-54 de l'APED  
(communication : Liège 14 oct. + votre nom)

\* Biffer la mention inutile

## ***l'aped organisera pour la cinquième fois un...***

*Cuba fait des miracles dans le domaine de l'enseignement. En témoignent de nombreux rapports de l'Unesco. Durant les vacances de Pâques 2007, du 31 mars au 14 avril, l'Appel pour une école démocratique (APED) organise pour la cinquième fois un voyage d'étude à Cuba sur le thème «éducation et enseignement». Avec des visites d'écoles du fondamental au supérieur, des rencontres avec des enseignants, des étudiants et des responsables du système éducatif.*

*Ce voyage s'adresse aux enseignants de tous niveaux qui veulent mieux connaître le projet cubain.*

**Dates:**

du samedi 31 mars au samedi 14 avril 2007

**Organisation:**

Appel pour une école démocratique (APED), en collaboration avec C&C et le partenaire cubain Cubamar (billets d'avion et programme du voyage)

**Guide:**

Marc Vandepitte, professeur d'université, qui connaît bien Cuba, actif dans le syndicalisme enseignant, le tiers-mondisme et les mouvements pacifistes et anti-globalisation, auteur de nombreux ouvrages, malheureusement disponibles uniquement en néerlandais : [marc.vandepitte@pandora.be](mailto:marc.vandepitte@pandora.be) (tel. 03 290 36 43)

**Prix:**

1700 euros (le prix exact peut subir de légères modifications en fonction du cours du dollar)

**Information:**

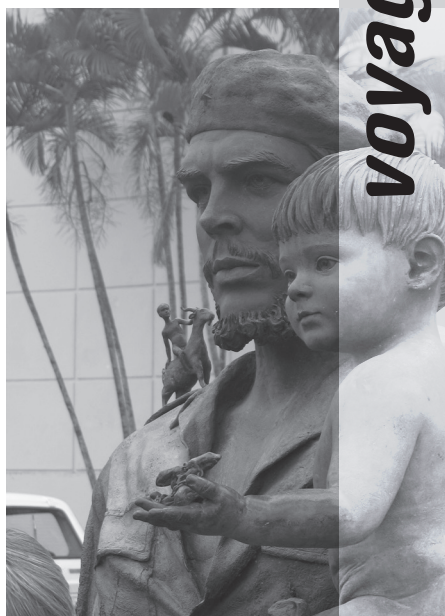
pour toute information pratique, vous pouvez vous adresser au coordinateur du voyage, Herman Reynders ([herman.reynders@tiscali.be](mailto:herman.reynders@tiscali.be) ou tel. 011.40.34.70) ou écrire à l'APED, avenue des Volontaires, 103 bte 6 à 1160 Bruxelles ([aped@skynet.be](mailto:aped@skynet.be)) Information sur Cuba : <http://www.cubanismo.net>

**Sessions d'information:**

les candidats au voyage pourront poser toutes leurs questions le samedi 5 juin à 10 heures 30, centre culturel De Pianofabriek, rue du Fort 35A, à 1060 St. Gilles Bruxelles (rue latérale à la rue Théodore Verhaeghen ; 15 minutes à pied depuis la gare du Midi ; prémétro nr. 3, 55 ou 90 jusqu'au «Parvis St. Gilles»)

**Inscriptions:**

un acompte de 300 euros sera versé sur le compte 000-0572257-54 de l'APED avec la communication «acompte voyage à Cuba». Le nombre de participants est limité à 18 personnes (les inscriptions ne seront valables qu'à dater du versement de l'acompte).



**Préparation du voyage:**

en novembre 2006, janvier et mars 2007, trois rencontres seront organisées pour se préparer à un voyage optimal, sur le plan du contenu comme sur le plan pratique. Ceux qui auraient déjà fait ce voyage et les «connaisseurs» de Cuba sont dispensés de ces rendez-vous. Les voyageurs sont également invités aux «six heures pour l'Ecole démocratique» (samedi 16 octobre) où l'un des ateliers (en néerlandais) sera consacré à l'enseignement cubain.

**Programme:**

le programme contient aussi bien des visites consacrées au système «classique» d'enseignement de plein exercice qu'une découverte des principaux programmes de la réforme de l'enseignement, la Batalla de las Ideas. Les autres aspects de cette île splendide ne seront pas oubliés. Vous trouverez ci-joint le programme -provisoire- du voyage. ([www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org))

**Programme provisoire**

**Samedi 31 mars:** départ de Zaventem. Arrivée à La Havane et transfert à l'hôtel.

**Dimanche 1 avril:** La Havane

Avant-midi : rencontre avec des représentants de l'organisation de jeunesse UJC, pour une présentation des programmes de la «Batalla de las Ideas».

Après-midi : Visite du Musée de la Révolution et citytrip à travers La Havane.

Soirée libre.

**Lundi 2 avril:** La Havane

Avant-midi : visite à la formation pour profesoras integrales «Salvador Allende»

Après-midi : visite d'une école fondamentale de la vieille Havane + temps libre dans la vieille ville

Soirée : visite au complexe Morro-Cabaña

**Mardi 3 avril:** La Havane

Avant-midi : visite de l'école Yuri Gagarin, un projet-pilote avec des «profesoras integrales».

Après-midi : visite d'une école pour enfants handicapés «Solidaridad con Panamá»

**Mercredi 4 avril:** La Havane -Guajimico

Avant-midi : départ matinal vers Cienfuegos ; visite de la Playa Girón (la Baie des Cochons)

Après-midi :

courte visite Curso de Superación Integral para Jóvenes et citytrip dans Cienfuegos : port, Castillo de Jagua, Palacio del Valle, Jardin botanique de La Vega.

Installation à Guajimico

**Jeudi 5 avril:** Guajimico

Excursion à Trinidad, visite de la ville.

Visite de la fabrique de tabac.

Visite à un Joven Club de Computación

**Vendredi 6 avril:** Cienfuegos ou Guajimico

Avant-midi : promenade en forêt à Topes de Collantes.

Après-midi : quelques heures à la plage de Guajimico.

Soirée libre.

**Samedi 7 avril:** Guajimico - Sancti Spiritus

Avant-midi : départ vers Sancti Spiritus via Trinidad et la Valle de los Ingenios (histoire).

Après-midi : visite du palais des pionniers + visite libre de Sancti Spiritus

**Dimanche 8 avril:** Sancti Spiritus - Yaguajay - Santa Clara

Avant-midi : départ vers Yaguajay, avec la visite d'un projet soutenu par Médecine pour le Tiers-Monde et la visite au Mémorial de Camilo Cienfuegos.

Après-midi : nous quittons Yaguajay pour la petite ville historique de Remedios et une visite guidée par l'historien de la ville.

Si Possible, visite à la Casa de la Cultura (c'est dimanche !)

Arrivée -tardive- à l'hôtel à Santa Clara.

**Lundi 9 avril:** Santa Clara

Avant-midi : visite d'une école pour instructores de arte.

Après-midi : visite de la Plaza de la Revolución et du Mémorial de Che Guevara, promenade au Tren Blindado, un monument dédié au Che, en face du bâtiment du PCC et de la Loma del Capiro.

Soirée culturelle à la Casa de la Cultura ou à la Casa de la Trova.

**Mardi 10 avril:** Santa Clara

Avant-midi : visite d'une école pour travailleurs sociaux.

Après-midi : visite de l'université et contact avec des professeurs, des étudiants et des délégués syndicaux.

Soirée libre.

**Mercredi 11 avril:** Santa Clara - La Havane

Avant-midi : départ matinal pour La Havane et installation à l'hôtel.

Après-midi : visite d'un centre de formation dans une prison.

Soirée : visite à un CDR (comité de quartier)

**Jeudi 12 avril:** La Havane

Avant-midi : visite à l'université pour les «sciences de l'informatique» à 30 km de La Havane (Lourdes).

Après-midi : visite à la Escuela Latinoamericana de Ciencias Médicas.

Soirée : repas d'adieux à la Casa de la Amistad.

**Vendredi 13 avril:** La Havane

Avant-midi : visite d'une crèche.

Shopping .

Soirée : à 20 h., direction l'aéroport pour le retour en Belgique.

# ASSIA DJEBAR



**Assia Djébar occupe une place importante dans la littérature francophone contemporaine. Historienne, cinéaste, elle signe des romans et des nouvelles depuis plus de 40 ans (et des pièces de théâtre depuis quelques années). Plus que ses titres - membre de l'Académie royale de Belgique, première personnalité maghrébine à entrer à l'Académie française (2005), professeur de littérature française et francophone à l'Université de New York (NYU) - et ses nombreux prix littéraires, c'est la qualité et la cohérence de son œuvre qui valent le détour.**

Si l'on reconnaît un grand écrivain au mariage parfait du fond et de la forme, alors, avec Assia Djébar, les lecteurs les plus exigeants ne seront pas déçus.

L'auteure (se) joue de la langue française avec une maîtrise épatante, somptueuse, souvent lyrique mais sans le moindre effet de manche gratuit, quel que soit le genre abordé. Selon la chercheuse et professeur de littérature Beïda Chikhi, « écrivain-femme porte-parole des femmes séquestrées, écrivain-témoin d'une époque historique, écrivain stimulant la mémoire des aïeules et secourant les archives, écrivain parcourant son corps et surprenant le couple, Assia Djébar est aussi écrivain-architecte qui éprouve les structures, confectionne des objets linguistiques » ([www.afrik.com](http://www.afrik.com)).

Les ouvrages que j'ai eu le bonheur de lire sont traversés par ses thèmes de prédilection : l'Algérie, son pays d'origine (sa colonisation, sa guerre d'indépendance, sa douloureuse actualité), la femme (son silence, sa réclusion, son couple, sa dignité, son émancipation) et, bien sûr, la langue

(arabe et française) et l'écriture (pour le combat, la mémoire et la création littéraire). Considérée comme une pionnière de la cause des femmes, à l'encontre des courants rétrogrades, son œuvre est précieuse pour une autre raison : Assia Djébar, c'est une culture « nomade », « en transhumance », toujours pour le meilleur, jamais le pire. « Ayant reçu mon éducation scolaire dans une institution francophone, j'ai étudié le grec et les langues latines, qui constituèrent dès lors une influence majeure dans mon évolution intellectuelle. Malgré cela, mon affect a toujours été directement lié au monde arabe, à ses traditions, tant sociales que culturelles. Je sais aujourd'hui qu'on peut écrire dans une langue étrangère, l'intégrer à notre imaginaire sans pour autant rompre avec ses racines », déclare-t-elle ([www.afrik.com/article8519.html](http://www.afrik.com/article8519.html)).

**Femmes d'Alger dans leur appartement**, nouvelles, 167 p., Des femmes, 1980 (disponible en Livre de Poche).

Le titre fait allusion au célèbre tableau de Delacroix, représentant un harem algérien. Assia Djébar tisse avec brio ses connaissances historiques et les dizaines de récits recueillis auprès de ses compatriotes pour dire le vécu des femmes algériennes de ces deux derniers siècles. Un authentique chef d'œuvre.

**L'amour, la fantasia**, roman, Lattès, 1985 (disponible en LP).

Assia Djébar déploie ici une extraordinaire virtuosité pour évoquer à la fois la conquête de l'Algérie par les Français au XIX<sup>e</sup> siècle, la guerre d'indépendance, le sort des femmes, d'une diversité étonnante, et son propre destin d'Algérienne émancipée, écrivant dans « la langue adverse ». Les chapitres sont brefs mais denses, alternant les épisodes historiques, les plongées introspectives, autobiographiques, et quelques textes poétiques et oniriques. Dans cette œuvre, histoire, culture et psychologie, « amour » et « fantasia » sont inextricablement liés. Le constat d'Assia Djébar est sombre : « Quelle liesse se prépare, hantée par le chant de tribus disparues ? ». Comment aimer, comment se réjouir quand on pressent « l'instant immanquable où le coup de sabot à la face renversera toute femme dressée libre, toute vie surgissant au soleil pour danser » ?

**La femme sans sépulture**, roman, 220 p., Albin Michel, Paris 2002 (disponible en LP).

Admirable évocation d'une combattante héroïque de la ville natale de l'auteure, Césarée (Cherchell) : montée au maquis pendant la guerre d'Algérie, Zoulikha fut portée disparue deux ans plus tard, après avoir été arrêtée et torturée par l'armée française. La narratrice, préparant un film documentaire, rencontre et écoute les filles de Zoulikha, sa tante, une de ses amies.... Elle visite les lieux où s'est jouée sa vie... A l'arrivée, cela donne un roman à plusieurs voix, une histoire qui se construit comme un puzzle. Un hommage à l'engagement politique, à la dignité, à la liberté, mais aussi à l'amour – Zoulikha fut mère, amante, femme, amie. Un roman qui prend le temps d'explorer les sentiments, les doutes, les émotions les plus intenses de ses personnages.

**La disparition de la langue française**, roman, 295 p., Albin Michel, Paris 2003.

Berkane, la cinquantaine, fonctionnaire en France, décide de tout plaquer et de revenir s'installer au pays, son Algérie natale. Seul. Avec l'intention d'écrire. Un retour aux sources paradoxal puisque nous sommes à l'aube des années 1990, quand « le pays vit une révolution : un traumatisme, un coup d'Etat ? En tout cas, cela a tout l'air d'une impasse : choisir entre la caserne et la mosquée, et cela, pour diriger tout un peuple pas tout à fait guéri, même trente ans après, de ses plaies de la guerre d'hier ».

Un bien beau roman, où sont évoqués les souvenirs d'une enfance dans la Casbah du vieil Alger et une adolescence en plein soulèvement nationaliste, ce qui nous vaut des pages superbes sur la dignité et la résistance, notamment face à la torture. Il y est aussi question d'amour et de passion. Pour la compagne française que Berkane vient de quitter. Et pour Nadja, exilée comme lui. Puis il y a cette Algérie méconnaissable, à mille lieues de l'espoir que la guerre d'indépendance laissait entrevoir trente ans plus tôt.

**Par Philippe Schmetz**

Trimestriel  
N°27, septembre 2006  
Dépôt: Bruxelles 16  
e.r.: J.P. Kerckhofs  
av. des Volontaires, 103  
bte 6, 1160 Bruxelles

Belgique-België  
P.B.  
1160 Bruxelles 16  
1/4273